



DECLARATION FINALE 2023 FORUM EUROPEEN DES FORCES DE GAUCHE, VERTES ET PROGRESSISTES

Les débats de la 7ème édition du Forum Européen des forces de Gauche, Vertes et Progressistes ont confirmé l'échec d'un modèle de construction européenne néolibéral, réactionnaire, patriarcal et prédateur pour l'environnement, incapable d'apporter une solution positive aux problèmes dont souffrent nos peuples et qui n'envisage pas non plus une réelle autonomie stratégique dans sa politique étrangère.

Partant de ce constat, ce 7ème Forum appelle les forces sociales, culturelles, syndicales et politiques progressistes à s'unir dans la nécessité de construire une Europe différente :

Une Europe qui place les choix démocratiques et souverains des peuples, l'amélioration de la vie des gens et la défense de l'environnement au centre de toutes les préoccupations.

Une Europe libérée de la violence machiste, qui mette fin à tous les types de discrimination et d'inégalité et qui mette fin à l'écart salarial en promouvant des systèmes publics de soins, portés principalement par les femmes, afin de mettre fin au système patriarcal, au trafic sexuel, et à l'exploitation.

Une Europe qui réalise un développement démocratique complet, en mettant en œuvre des politiques socialement avancées qui offrent aux jeunes la perspective d'une vie digne et stable.

Une Europe qui crée une nouvelle définition de la "sécurité globale" en œuvrant à la construction de la paix et à la résolution des conflits par la diplomatie et la négociation, sur la base de la Charte des Nations Unies et du respect du droit international mais aussi la sécurité sociale, le codéveloppement, la sécurité alimentaire et la sécurité climatique. Par conséquent, de notre point de vue, les prochaines étapes pour mettre fin à cette guerre devraient porter sur une série d'initiatives : un retour à la table des négociations, un cessez-le-feu, un retrait de toutes les troupes russes stationnées en Ukraine.

Nous sommes déterminé.e.s à agir politiquement et à ouvrir la voie à la construction d'une Europe démocratique et socialement avancée, fondée sur les valeurs d'égalité, de solidarité et de durabilité, agissant à partir d'une position d'autonomie stratégique en matière de politique étrangère pour défendre un ordre international libéré des hégémonies qui entravent le droit des peuples à l'autodétermination, et fondé sur la coopération et la solidarité entre les peuples souverains.

En nous rapprochant de ces objectifs, celles et ceux d'entre nous qui ont participé aux débats de ce 7e Forum ont débattu, dans leur diversité et leur pluralité, de propositions, d'expériences partagées et d'actions coordonnées, que nous mettrons à la disposition des différentes organisations participantes, afin qu'elles les étudient et les partagent dans leurs sphères d'action. Et surtout, pour qu'elles puissent étudier celles qu'elles pourront intégrer dans les différents programmes avec lesquels elles se présenteront aux prochaines élections européennes, avec l'intention de travailler ensemble pour faire reculer la droite, tant dans sa version néolibérale que néofasciste, afin que nous puissions avancer vers un avenir de paix et de prospérité pour l'Europe.

En ce sens, le développement de l'extrême droite dans plusieurs pays européens, atteignant même le gouvernement de certains d'entre eux, comme dans le cas de l'Italie, nous oblige à lutter contre le révisionnisme historique et pour une renaissance des valeurs antifascistes qui défendent une Europe basée avant tout sur la justice sociale.

Nous plaidons donc pour que ce Forum Européen devienne le signal de départ permettant de travailler à l'approfondissement des convergences en vue des élections européennes de 2024 et au delà, facilitant une ambition commune qui, sur les questions sociales et de travail, soit reconnaissable dans les programmes de l'ensemble de la gauche en Europe. À cette fin, nous soutenons le document conjoint en 16 points avec des propositions concrètes, visant à mettre en œuvre un plan de choc pour améliorer la vie de tous les habitants de l'Union Européenne (UE) et faciliter une action syndicale plus efficace, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Une Europe qui promeut l'économie sociale pour ses valeurs de gestion démocratique des entreprises, de partage des richesses, de solidarité, d'articulation territoriale et de responsabilisation des personnes dans l'économie, un emploi décent et de qualité et un modèle social et culturel ambitieux et émancipateur.

Une Europe du progrès et de la justice sociale, des services publics, de l'emploi et d'une nouvelle industrialisation. Il est urgent de dénoncer les accords de libre-échange pour garantir la souveraineté industrielle et commerciale. Nous voulons construire de nouveaux traités internationaux pour le contrôle démocratique du commerce et de l'investissement au service des biens communs, du développement mutuel, de la sécurité, de la souveraineté alimentaire et industrielle et de la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU. Cela permettra une nouvelle industrialisation en Europe, répondant aux besoins sociaux et respectueuse de la planète, basée sur la coopération et la solidarité entre les territoires.

Les services publics doivent être sortis des règles européennes de la concurrence. Un observatoire européen des services publics doit être mis en place afin d'en assurer un suivi démocratique et citoyen. Les droits des travailleurs doivent être étendus jusqu'à permettre leur participation à la définition des objectifs sociaux et écologiques des entreprises et des services publics.

Une Europe où la santé et les droits sociaux sont au premier rang des préoccupations face aux agressions croissantes de la marchandisation.

Une Europe qui agit en faveur de la souveraineté agricole et alimentaire. Une nouvelle politique agricole commune est nécessaire pour intégrer davantage les politiques alimentaires. Les critères d'attribution doivent être revus pour assurer le revenu des producteurs, soutenir l'emploi et accompagner la transition agroécologique.

Plus précisément, nous défendons une Europe qui met en œuvre un modèle de développement durable qui cherche à sortir de l'urgence climatique actuelle, en faisant de la transition écologique une opportunité pour la justice sociale et environnementale. Pour cela, il faut promouvoir une véritable Europe radicalement engagée dans la transition énergétique, nous libérant de notre dépendance au carbone : cela ne sera possible qu'en mettant fin à une série d'aberrations néolibérales, à commencer par le "marché européen de l'électricité" et du marché carbone (ETS).

Une Europe qui défend effectivement un multilatéralisme efficace, basé sur la Charte fondatrice des Nations Unies, avec une action extérieure indépendante des Etats-Unis et de l'OTAN. Une Europe qui cesse d'être une forteresse qui rejette les migrants économiques, les demandeurs d'asile, toutes les personnes fuyant les désastres causés par le néocolonialisme, les crises du capitalisme, par les guerres et par le changement climatique. Une Europe qui utilise ses ressources pour construire la coexistence et la collaboration entre les peuples. Pour cela, il faut garantir des politiques capables d'empêcher les massacres continus en Méditerranée et aux frontières de l'Est. Il faut abroger le règlement de Dublin, cesser de sous-traiter la gestion des frontières européennes à des pays tiers et abolir l'agence Frontex. La régularisation des personnes en situation administrative irrégulière en Europe est nécessaire et nous rejetons le pacte migratoire en cours de négociation au sein de l'UE.

Tout cela exige de mobiliser moyens et pouvoirs pour conjurer la crise qui vient, tout particulièrement en mobilisant les milliers de milliards de la Banque Centrale Européenne (BCE) pour les services publics et la protection sociale, à travers la création d'un Fonds européen, démocratique, dédié à leur financement. Cela implique de changer au plus vite la politique dangereuse de taux d'intérêts élevés de la BCE : pour une baisse et hausse sélective de ses taux, en faveur de l'emploi, de la formation, des salaires, de l'écologie ; en défaveur de la spéculation, des fusions détruisant l'emploi, des délocalisations et des revenus du capital.

Il faut revoir au plus vite les conditions des aides publiques nationales dans l'Union européenne, pour qu'elles soient coopératives, solidaires et avec des critères précis de résultats écologiques et d'emploi de qualité.

Dans ce contexte, nous voulons exprimer notre implication et notre solidarité avec les luttes qui se déroulent en Europe et dans différentes parties du monde.

Ce Forum appelle à la fin de la partition de l'Irlande. Nous pensons que les conditions politiques et électorales sont réunies. La mise en œuvre complète de l'accord du Vendredi saint en Irlande du Nord ne peut continuer à être compromise 18 mois après les dernières élections provinciales, et le gouvernement britannique doit assumer ses responsabilités. Le processus de paix en Irlande, jusqu'à présent exemplaire, pourrait servir d'inspiration pour la résolution de nombreux conflits.

Ce Forum exige la fin de l'occupation turque de 37 % de Chypre, qui dure depuis 49 ans. Il appelle à la reprise des pourparlers sous les auspices des Nations Unies, là où ils ont été interrompus en 2017, afin de parvenir, conformément aux résolutions des Nations Unies, à une solution fédérale bizonale et bicommunautaire avec l'égalité politique définie par les Nations Unies. Il soutient fermement le travail commun des organisations politiques et sociales chypriotes grecques et chypriotes turques pour parvenir à la réunification de Chypre et de son peuple.

Nous condamnons fermement les pressions exercées par la Turquie sur l'opposition démocratique ; nous exigeons de la Turquie qu'elle libère tous les prisonniers politiques et qu'elle applique les décisions du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme. Nous condamnons les attaques armées contre les infrastructures civiles dans les régions kurdes, qui plongent des millions de personnes dans la pauvreté parce qu'elles n'ont pas accès à l'eau et à l'électricité.

Nous soutenons les appels en faveur d'une solution démocratique à la question kurde. Au nom de Jina Amini, nous nous joignons à toutes les femmes qui luttent pour la liberté, en particulier les femmes Yézidis du Şengal, avec le cri de Jin-Jiyan-Azadi (Femmes, Vie, Liberté) !

Nous défendons le Forum de São Paulo face aux attaques et diffamations qu'il subit de la part de l'extrême droite européenne et nous le reconnaissons comme une référence pour les forces de progrès en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Nous saluons également la naissance de la CELAC sociale comme un exemple du dynamisme de cette région dans la construction d'un modèle d'intégration horizontale et de solidarité, libre de toute ingérence extérieure.

Nous sommes préoccupé.e.s par ce qui se passe au Pérou et au Guatemala, où le parti *Semilla* du Président du pays a été interdit, ce qui pourrait conduire à un « Coup de force institutionnel ».

Nous nous associons aux demandes, soutenues à plusieurs reprises par les résolutions des Nations Unies, concernant la nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis, et nous exigeons l'exclusion de Cuba de la liste unilatérale des États soutenant le terrorisme. Par conséquent, nous soutenons la tenue du Tribunal International sur le Blocus contre Cuba, qui se tiendra à Bruxelles les 16 et 17 novembre 2023.

Nous ne pouvons que nous réjouir que les vieilles dominations héritées de la période coloniale cèdent devant la révolte des peuples d'Afrique ; nous défendons l'émancipation politique, économique et monétaire des peuples d'Afrique qui aspirent à une "seconde indépendance". L'abolition du franc CFA/ECO, arme de domination néocoloniale, doit être à l'ordre du jour. L'aide publique au codéveloppement doit être réformée, en veillant à l'appropriation et à la mise en œuvre par les États, les entreprises et la société civile des pays concernés de leurs projets de développement économique, social et humain, ainsi que de leurs politiques de transition écologique.

Dans le même ordre d'idées, nous exprimons notre solidarité avec le peuple sahraoui, privé depuis des décennies du droit de vivre sur son propre territoire, subissant la répression des forces d'occupation, et nous exigeons le respect des résolutions des Nations Unies en faveur de l'autodétermination et la détermination d'un référendum au Sahara Occidental.

PLAN D'ACTION

La 7ème édition du Forum Européen des forces de Gauche, Vertes et Progressistes présente cette Déclaration Finale, reflet de nos débats et nous continuons à affiner et à avancer dans le développement d'un Plan d'Action qui renforce la présence dans les rues des forces participant à ce Forum. Ainsi nous proposons les actions suivantes à mettre en œuvre jusqu'au prochain Forum en 2024 :

- Organisation d'une campagne pour une Europe Féministe qui aboutit au 8 mars 2024 dans les termes approuvés par l'Assemblée des Femmes du Forum.

- Impliquer les forces qui participent à ce Forum pour mener, en collaboration avec les forces syndicales d'Europe, une campagne de défense de la plateforme en 16 points avec des propositions concrètes, visant à mettre en œuvre un plan choc pour améliorer la vie de tous les habitants de l'UE.

- Participer activement aux mobilisations qui auront lieu le 5 juin 2024, Journée mondiale de l'environnement.

- Participer aux activités organisées le 9 mai 2024, jour de la victoire contre le nazisme.

- Organisation d'une table ronde la veille de la manifestation européenne contre l'austérité convoquée par la Confédération Européenne des Syndicats (CES) le 13 décembre 2023 à Bruxelles, pour débattre sur l'urgence d'une toute autre utilisation de l'argent en Europe (BCE, profits, aides publiques).

- Continuer à travailler, en collaboration avec le reste des organisations internationales qui défendent la Paix, pour que le 21 septembre 2024 soit une journée de mobilisation en faveur de la Paix et de l'exigence de la fin des multiples conflits qui ensanglantent de larges zones de la planète.

- Mobiliser pour réclamer 2% du PIB de l'Union Européenne pour financer la culture. Et œuvrer pour l'élaboration d'un statut européen de base pour les artistes (intermittent.e.s).

Pour activer ce Plan d'action, nous proposons que le petit groupe du Forum forme une équipe avec une personne responsable de chaque proposition d'action pour en assurer le suivi.

Camarades, ce 7^{ème} Forum ne s'arrête pas là, il continuera à travailler au développement d'actions et de mobilisations qui nous permettront d'avancer dans les conclusions de nos débats et projette d'organiser le 8^{ème} Forum en Hongrie pour qu'il soit un moment de partage et de réflexion. Il est temps de célébrer l'avancée de nos positions dans les domaines politique, social, syndical et institutionnel, avec une meilleure coordination et coopération de toutes les forces et collectifs qui défendent une société plus juste, plus solidaire, plus égalitaire et plus durable.

Le chemin de la coopération et de la coordination se poursuit.

Rivas Vaciamadrid, novembre 2023

DECLARATION SUR LA PALESTINE

La 7ème édition du Forum Européen des forces de Gauche, Vertes et Progressistes condamne tous les actes de violence terroriste commis en Israël, à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.

Nous soutenons les déclarations du Secrétaire Général des Nations Unies, qui a appelé à un cessez-le-feu immédiat, au retrait des troupes israéliennes de Gaza et à la libération des otages détenus par le Hamas.

Nous appelons à la libération des prisonniers politiques détenus dans les prisons israéliennes et nous manifestons notre répulsion envers la politique d'apartheid à laquelle le Gouvernement d'Israël soumet le peuple palestinien, ainsi que l'entrée de l'armée israélienne à Gaza, qui est contraire au droit international. Et surtout nous condamnons les bombardements aveugles de l'armée israélienne sur la bande de Gaza, véritables crimes de guerre dont les auteurs devront rendre de comptes devant la Cour Pénale Internationale.

Nous réaffirmons que l'instauration d'une paix durable et stable dépend de la reconnaissance d'un État palestinien viable et pleinement souverain, aux côtés d'Israël, dans les conditions définies par les différentes résolutions de l'ONU.